

Archives nationales (site de Paris)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

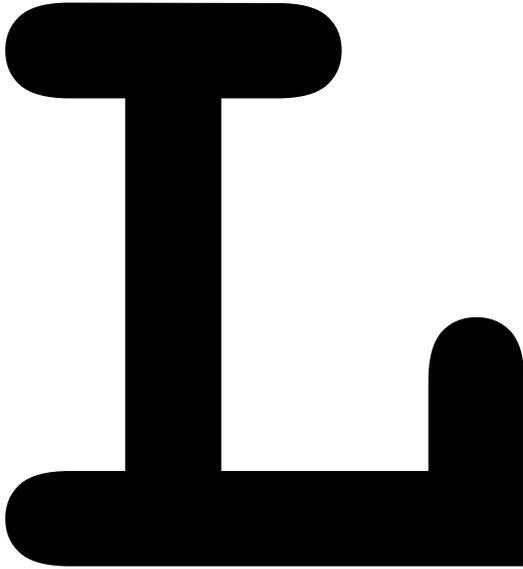
**GRÂCES INDIVIDUELLES
GRÂCES TRIMESTRIELLES
1819-1955**

**répertoire numérique détaillé
des articles BB/24/1124 à 1138**

par Ségolène de DAINVILLE-BARBICHE
et Danis HABIB

Paris
2004, 2008

Note liminaire



es dossiers de recours en grâce analysés dans ce présent répertoire numérique proviennent d'un versement effectué par le ministère de la Justice aux Archives nationales le 11 février 2003. Ils avaient été retrouvés lors d'un classement des dossiers de principe du bureau des grâces¹. Ils nous sont parvenus dans l'ordre chronologique des dossiers (par date d'ouverture du dossier), conditionnés dans une dizaine de cartons de type *dimab*.

Nous leur avons attribué les cotes **BB/24/1126 à 1138** et avons dressé ce répertoire numérique détaillé². Ce versement est composé pour partie de *dossiers individuels* (communiqués au service versant pour un complément d'information et « rendus » lors ce versement³), et pour partie de *dossiers généraux* (y compris quelques dossiers de grâces collectives) documents intéressant essentiellement l'histoire du droit et l'application des normes juridiques. Les articles **BB/24/1124** et **1125** qui complètent ce répertoire numérique ne proviennent pas de ce versement mais sont des résidus de versements antérieurs retrouvés à l'occasion de travaux d'inventaires. Dans **BB/24/1124** figure notamment un dossier de grâces trimestrielles, résidu de 10 liasses du versement d'avril-mai 1941, qui ont été éliminées. Les grâces trimestrielles avaient été instituées par circulaire du ministre de la Justice du 1^{er} décembre 1873 ; il s'agissait de propositions de grâces collectives faites par trimestres, en faveur de condamnés à de courtes peines, non récidivistes, détenus dans les prisons départementales. Les grâces

¹ Il n'est pas rare en effet, que des documents, au delà de leur durée d'utilité administrative, soient conservés dans des bureaux pour servir à l'élaboration d'une jurisprudence.

² En complément de ce répertoire numérique, voir aussi l'*inventaire-index de BB/24/1124 à 1138*, par Danis Habib, 2003-2008, 118 pages.

³ En vertu de la règle du respect de l'intégrité du fonds, il était inconcevable de réintégrer ces dossiers à leur place d'origine. Nous avons toutefois réintégré les dossiers de grâce suivants (demandés par le ministère le 18/4/1956 et pour lesquels une cote des Archives nationales était indiquée au crayon sur la chemise du dossier) : SM 4892 BLANDIN réintégré dans BB/23/55 ; SM 4965 CHAMPION et CARRON, dans BB/23/56 ; SM 5138 SOURY, dans BB/23/57.

trimestrielles furent supprimées par circulaire du ministre de la Justice du 29 mai 1876, les inconvénients du système ayant paru l'emporter sur ses avantages ⁴.

Ces dossiers de recours en grâce se caractérisent d'abord par la diversité de l'individualisation de la pénalité et de l'exécution de celle-ci (de la simple amende à la peine de mort, d'une simple réprimande à l'enfermement dans les bagnes coloniaux), par la disparité de l'objet du dossier (des recours en grâce nominatifs côtoient des dossiers de principe ou dossiers généraux), par l'importance aussi de leur hétérogénéité (nous avons recensé près d'une vingtaine de motifs de condamnation, du simple délit de chasse à l'assassinat), par la variabilité, enfin, du nombre de pièces contenues dans un dossier (seuls les dossiers des condamnés criminels, de relégués, ou encore de révision et de réhabilitation contiennent un nombre suffisant de pièces pour permettre une quelconque étude).

Les caractères généraux des dossiers de grâces individuelles ou collectives ont été exposés dans les différentes introductions qui accompagnent les inventaires des sous-séries BB/21 à 24 ⁵ ainsi que dans l'État sommaire des versements faits aux archives nationales, série BB, Justice, tome IV, pages 121 à 161. Ceux qui sont inventoriés ici, compléteront, dans une moindre mesure, les dossiers de condamnés à mort. Ils permettront de pallier l'absence des nombreux dossiers de recours en grâce éliminés et seront d'un grand intérêt aussi bien pour l'histoire de la petite délinquance (vol à l'étalage, contravention de voirie ou de police, délit de chasse ou de pêche, etc.) que pour la criminalité.

Le caractère disparate et l'absence d'homogénéité des dossiers généraux empêchent des études approfondies sur la législation criminelle et les pratiques judiciaires ⁶. Dans la mesure où ils éclairent le cheminement d'une législation criminelle, des circonstances et des liens existants entre différentes procédures ⁷, le spécialiste de l'histoire du droit et des normes judiciaires peut trouver profit à consulter ces dossiers. Cependant, cette notion de « pièces juridictionnelles » restant vague et extensive, ce groupe documentaire pourra intéresser aussi bien l'universitaire que l'amateur d'archive encore inédite.

septembre 2003, revu en août 2008.

⁴ Voir en complément le carton BB/24/795, dossier 7401 S 73, correspondance du ministère de la Justice avec le ministère de l'Intérieur et les procureurs généraux concernant l'institution et la suppression des grâces trimestrielles (1873-1876).

⁵ Voir aussi notre fiche d'aide à la recherche sur *Les dossiers de recours en grâce (XIX^e-XX^e siècles) aux Archives nationales* disponible auprès du président de salle du CARAN.

⁶ Voir à ce sujet les documents conservés aux Archives nationales (Fontainebleau) sous les cotes 19960281, 19950317 et 19950395 et qui concernent la législation criminelle.

⁷ Ce sont notamment les pièces de jurisprudence issues de nombreux dossiers portant sur le même thème regroupés en un seul (dit dossier général) pour définir une règle commune à observer ou pour illustrer un cas ou encore pour interpréter des lois existantes en leur offrant plus de sûreté pour la solution des cas (ce qu'on appelle communément « faire jurisprudence »).

Fiche technique

Référence : FR AN/BB/24/1124-1138

Intitulé : Dossiers de recours en grâce.

Dates extrêmes : 1819-1955

Description : pour BB/24/1124 et 1125, résidus de versements antérieurs retrouvés à l'occasion de travaux d'inventaires ; pour BB/24/1126 à 1138, versement du ministère de la Justice.

Importance matérielle : 2 mètres linéaires, 15 cartons type *cauchard*, 517 dossiers et 1 registre (dans BB/24/1135).

Service producteur : Direction des affaires criminelles et des grâces.

Modalité d'entrée : dossiers retrouvés lors d'un classement des dossiers de principe du bureau des grâces en novembre 2001 et versés aux Archives nationales (site de Paris) le 11 février 2003 (pour BB/24/1126 à 1137) et le 7 janvier 2005 (pour BB/24/1138) ; versements antérieurs (pour BB/24/1124 et 1125).

Présentation du contenu : à l'exception de BB/24/1124 (grâces trimestrielles), le reste est constitué de dossiers de recours en grâce individuelles (parfois collectives) et de quelques dossiers dits généraux (lire la note liminaire pour les détails).

Classement : à l'exception de BB/24/1124, tous les autres dossiers sont classés **chronologiquement** puis par **ordre numérique** des dossiers ; 4 dossiers ont été réintégrés : SM 4892 BLANDIN (dans BB/23/55) ; SM 4965 CHAMPION et CARRON (dans BB/23/56) ; SM 5138 SOURY (dans BB/23/57) ; 11537 S95 (dans BB/24/911).

Statut juridique : les dossiers de recours en grâce sont communicables à l'issue d'un délai de 75 ans à compter de la date du document ou du document le plus récent inclus dans le dossier (loi 2008-696 du 15 juillet 2008).

Conditions de reproduction : reproduction (photographie numérique, microfilm, photocopie) autorisée si l'état matériel le permet.

Instruments de recherche : voir le détail dans la notice d'aide à la recherche sur *Les dossiers de recours en grâce (XIX^e-XX^e siècles) aux Archives nationales* disponible auprès du président de salle du CARAN.

Bibliographie :

DAINVILLE-BARBICHE, Ségolène, *De la Justice de la Nation à la Justice de la République (1789-1940)*, CHAN, 2004, 321 pages.

DUCRET (Anne) et PERRIER (Élisabeth), dir de BANAT-BERGER, Françoise, *Guide de recherches sur les archives contemporaines de l'administration centrale*, ministère de la Justice, 1997, 312 pages.

FARCY, Jean-Claude, *Guide des archives judiciaires et pénitentiaires (1800-1958)*, CNRS éditions, 1992, 1175 pages.

Répertoire numérique détaillé

(les dates sont celles des dates extrêmes des pièces du dossier)

BB²⁴ 1124. Dossiers de réhabilitations et de recours en grâce (1844-1883) ; grâces trimestrielles (1874-1876).

Dossier 1. Résidus de dossiers de recours en grâce et de réhabilitation.

1844-1883.

8840 S1 DEVAL (1844) ; **104 et 797 S2** DUPUIS (1844) ; **814 S2** RENAOT et EGON veuve GRALL (1844) ; **1798 S2** CHEVREUIL (1845) ; **6759 S2** LEPÈRE (1846) ; **7571 S2** SIMON et autres (une fiche de déplacement seule) ; **3709 S55** MORIN (1855 avec dessin à la plume de Napoléon I^{er}) ; **2140 SM** SOLIMAN BEN KADDOUR (1856-1857) ; **3111 S 64** GASPARD (1864) ; **3664 S 83** HÉBERT (1883).

Dossier 2. Grâces trimestrielles. 1873-1876 ⁸.

Correspondance du bureau des grâces avec les procureurs généraux et de la République relative à l'envoi des propositions de grâces trimestrielles, accusés de réception d'avis de décisions de grâce ou de rejet (1875-1876).

États nominatifs de propositions de grâces trimestrielles. Sont représentés les départements et les maisons de correction suivants ⁹ :

Aisne : Saint-Quentin , Soissons. 1875.

Alpes-Maritimes : Nice. 1874.

Ardennes : Rethel, Rocroi. 1875.

⁸ Voir en complément le carton BB²⁴ 795, dossier 7401 S 73. Correspondance du ministère de la Justice avec le ministère de l'Intérieur et avec les procureurs généraux des cours d'appel concernant l'institution et la suppression des grâces trimestrielles : circulaire du ministre de la Justice du 1^{er} décembre 1873 instituant les grâces trimestrielles en faveur de condamnés à de courtes peines ; observations des procureurs généraux ; circulaire du ministre de la Justice du 29 mai 1876 supprimant les grâces trimestrielles ; notices individuelles concernant des détenus à Avesnes (Nord), 1873 ; propositions de grâces trimestrielles pour la maison de correction de Nantes (Loire-Inférieure), 2^e trimestre de 1875. 1873-1876.

⁹ Les années sont incomplètes.

Cher : Bourges. 1875.
Corse : Ajaccio, Calvi, Sartène. 1875.
Eure-et-Loir : Chartres. 1875.
Finistère : Quimper. 1874.
Gard : Nîmes. 1874-1875.
Gironde : Bordeaux. 1874.
Hérault : Béziers, Montpellier. 1874-1875.
Ille-et-Vilaine : Redon, Rennes. 1876.
Jura : Saint-Claude. 1875.
Landes : Mont-de-Marsan. 1875.
Loire : Saint-Étienne. 1875-1876.
Loire-Inférieure : Nantes, Paimboeuf, Saint-Nazaire. 1874-1875.
Loiret : Montargis, Orléans. 1875.
Lot-et-Garonne : Nérac. 1875.
Manche : Saint-Lô. 1875.
Meurthe-et-Moselle : Lunéville, Nancy. 1874-1875.
Nord : Dunkerque, Loos. 1874-1875.
Puy-de-Dôme. Riom. 1875.
Basses-Pyrénées : Pau. 1875.
Pyrénées-Orientales : Perpignan. 1874.
Rhône : Lyon. 1875.
Saône-et-Loire : Autun. 1874.
Sarthe : La Flèche. 1874.
Haute-Savoie : Saint-Julien. 1875.
Seine : prisons de la Seine. 1875-1876.
Seine-Inférieure : Rouen. 1874-1876.
Seine-et-Marne : Meaux, Melun. 1876.
Seine-et-Oise : Versailles. 1874.
Deux-Sèvres : Niort. 1874.
Vosges : Épinal, Saint-Dié. 1874-1875.
Algérie : Constantine, Sétif. 1875.

BB²⁴ 1125. Dossiers de recours en grâce, juillet 1895-mars 1938.
30 dossiers.

4047 S04 HANOL et JAUNE (ou JANNE) ; 6255 S04 DUFRESNE ; 5799 S07 JOUY ; 5849 S07 CAUSSADE ; 6615 S07 VILLARD ; 6797 S07 MOUNIER D'AVAILLES ; 7508 S07 HAYE ; 8493 S07 BOUSSUGE ; 8739 S07 GAUTIER ; 8790 S07 BOURRAS ; 8858 S07 LAVAL ; 9488 S07 GABRILOT ; 9851 S07 LISSON ; 10126 S07 GIRARD ; 10148 S07 BUISSON et les autres ; 149 S08 DOSSIER GÉNÉRAL (le secrétaire du syndicat demande au nom de toute la corporation une amnistie pour les contraventions antérieures au 16/3/1908) ; 8942 S08 BERTHON ou BERTHOU (transmission du dossier aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre pour un problème d'homonymie) ; 10065 S08 ANTOIS et les autres ; 10188 S08 DOSSIER GÉNÉRAL (le ministre des Colonies transmet un état de 70 condamnés par des juridictions coloniales) ; 11697 S08 CRAISSAC et PARIS ; 1 S10 NOUZILLAT et POUSSIN ; 7517 S10 HARDING ; 9335 S10 FEHIM ET NASRI ; 457 S12 LANGLOIS, veuve LECARPENTIER (questions sur son état mental) ; 8854 S12 LOUCHARD ou LOUCHART ; 1954 S15 FONTAINE ; 3889 S15 FIDELAINE ; 4057 S15 LANGLOIS ; 2161 S16 SOUFI ; 7715 S95 NICLOT (demande à jouir de sa pension militaire).

BB²⁴ 1126. Dossiers de recours en grâce, juin 1819-juin 1878.
23 dossiers.

3318 S4 AVIGNON (demande la remise de l'amende) ; 1581 S7 COUTURIER (demande la réhabilitation) ; 4263 S7 DOSSIER GÉNÉRAL (instruction sur l'exécution de l'ordonnance du 6/2/1818, grâces collectives) ; 7114 S7 LERAY ; 420 S8 EMMANUELLI (demande une réhabilitation) ; 2929 S8 LECHEVALIER ; 3024 S8 NATUREL, dit L'ÉCREVISSE ; 5350 S8 CARDON ; 113 S9 PEYRUSSAN (demande la réhabilitation) ; 1396 S9 MODO (demande la réhabilitation) ; 3769 S9 AGOSTINI (demande l'autorisation de disposer de son bien par donation ou testament aux termes de la loi du 31/5/1854) ; 9329 S9 COMPAIN (demande la remise de la solidarité en matière d'amende) ; 2347 S BREST et les autres ; 3351 S LECLERC (demande la réhabilitation) ; 3824 S DELARUE ; 4023 S PEYTEL ; 4504 S TRAVAILLOT ; 7363 S BERNIER et les autres ; 7488 S DELFAULT (demande une remise des frais) ; 8751 S DOSSIER GÉNÉRAL (instructions sur la mise en liberté provisoire des jeunes détenus, art. 66 et 67 du code pénal) ; 8766 S DOSSIER GÉNÉRAL (réponse du garde des Sceaux à des observations du ministère de la Marine sur des propositions de grâce en faveur des détenus de Rochefort) ; 8837 S DOSSIER GÉNÉRAL (problèmes posés par l'application de l'ordonnance du 6/2/1818 et réclamation du garde des Sceaux au ministre de l'Intérieur sur la conduite du directeur de la maison centrale d'Eysses, Lot-et-Garonne) ; 9218 S PALGOIS (la femme Palgois demande la mise en liberté de son mari détenu au dépôt de mendicité de Saint-Denis).

BB²⁴ 1127. Dossiers de recours en grâce, octobre 1842-janvier 1865.
27 dossiers.

3290 SM ROLLE ; 3421 SM DESVET et MARCHAL (le ministre de l'Intérieur demande si Marchal doit être soumis à la surveillance) ; 3823 SM DOSSIER GÉNÉRAL (observations sur le droit de grâce des officiers condamnés à la destitution, loi du 19/5/1834) ; 4657 SM DOSSIER GÉNÉRAL (exécution de l'ordonnance du 6/7/1834, propositions de grâce du ministre de la Marine pour les condamnés qui subissent leur peine dans les colonies) ; 5840 SM DUTITRE et MAGNIN ; 5988

SM CHEDANNE ; **6164 SM** SENOCY ; **63 S1** RADAT (demande la remise de l'incapacité à remplir sa fonction publique) ; **928 S1** BOILEAU DE CASTELNAU (propose la création d'une cour de clémence pour prononcer sur les grâces à accorder aux condamnés) ; **1211 S1** CAZIN ; **1832 S1** BERNADOU (demande la réhabilitation) ; **3069 S1** OZERÉ ; **4489 S1** GROULON (demande la réhabilitation) ; **5967 S1** LAVONDES (demande la remise des frais) ; **5997 S1** COSSON (demande la remise des frais) ; **6304 S1** BENEDETTI (demande la remise des frais) ; **6861 S1** HUGON, SUSINI et ZERBI (demandent la réhabilitation) ; **7052 S1** TORRIS ; **7357 S1** FAU ; **7482 S1** CONSTANT (demande la réhabilitation) ; **7514 S1** THIBAUT (demande la réhabilitation) ; **7773 S1** BARISIEN (demande la remise de l'amende) ; **7828 S1** CLAIRET (la condamnation remontant à 1838, demande à exercer à nouveau les fonctions d'instituteur, art. 5 de la loi du 28/6/1833) ; **7828 S1** AZAM (demande la réhabilitation) ; **8221 S1** MARTY ; **8499 S1** LORENTZ (demande la remise de l'incapacité à remplir sa fonction publique) ; **8564 S1** DOSSIER GÉNÉRAL (application irrégulière par l'administration des finances de l'art. 25 de l'arrêté du 5 germinal an XII sur le droit de transaction) ; **8946 S1** LETOURNEAU.

BB²⁴ 1128. Dossiers de recours en grâce, octobre 1844-octobre 1871. 59 dossiers.

1340 S2 MINOTTE ; **2749 S2** DUMOULIN ; **4958 S2** PANNIER ; **4979 S2** ROUVIÈRE ; **6304 S2** DETON et VAGNEY (demandent la réhabilitation) ; **6568 S2** CHARRIER et les autres ; **6934 S2** BAUTIER ; **6943 S2** CAMBRÈS, PAGÈS et ROIQ ; **7743 S2** TRÉMOLIÈRES ; **7998 S2** BLANC ; **8578 S2** BIARNAIS et GUTPERLE ; **8600 S2** PAGÈS ; **9691 S2** ARNAULT et les autres ; **9717 S2** DOSSIER GÉNÉRAL (le ministre de l'Intérieur transmet un état de propositions de grâces pour les détenus de la maison centrale du Mont-Saint-Michel) ; **284 S3** CAILLET ; **299 S3** PILLOT ; **2374 S3** SEITZ ; **3289 S3** RODRIGUES ; **3680 S3** DOSSIER GÉNÉRAL (application de l'art. 66 du code pénal sur la mise en liberté provisoire des enfants détenus ; cas de la colonie de Mettray) ; **4903 S3** BOUCHE et CAMBUZAT ; **5441 S3** ANTOINE ; **5457 S3** CHAMBARON (demande la restitution de l'amende) ; **6746 S3** MOINE ; **7547 S3** SIMIOT (demande la réhabilitation) ; **8050 S3** MONPEURT ; **8317 S3** GÉRARD ; **8477 S3** DUVAL ; **9240 S3** MONY (demande la remise de la solidarité) ; **9385 S3** DOSSIER GÉNÉRAL (le ministre de la Marine transmet un état de propositions de grâces pour les détenus de Brest, Rochefort et Toulon) ; **9452 S3** BAUTRUCHE ; **9778 S3** ROBIN ; **9852 S3** VITAL ; **9878 S3** DOSSIER GÉNÉRAL (le ministre de l'Intérieur propose une remise à tous les gardes nationaux des peines de discipline pour infraction au service) ; **600 S4** CARTERON (demande la réhabilitation) ; **744 S4** GÉRARD ; **1144 S4** DESPANS-CUBIÈRES (demande la réhabilitation) ; **1570 S4** BRÉSILLION (demande la réhabilitation) ; **1661 S4** ARGUS et les autres ; **1734 S4** OUTHIER ; **1982 S4** POURTEIGT (demande l'autorisation de subir sa peine dans la maison d'arrêt de Pau) ; **2031 S4** GAUTHIER et GEORGES ; **2210 S4** LANGEVIN, femme PUISSANCE, MAÎTRE et PUISSANT (grâces collectives, édit de novembre 1753) ; **2254 S4** DOSSIER GÉNÉRAL (le ministre de l'Intérieur transmet un état de propositions de grâces pour 328 gardes nationaux) ; **2539 S4** BOUISSONIÉ ; **3266 S4** BRACKE ; **3428 S4** MORTREUX ; **3439 S4** DUVAL (extradition demandée par la Belgique) ; **3456 S4** PILARD ; **4007 S4** GRANDJEAN ; **4214 S4** MOYSE ; **4215 S4** ROMMETIN ; **4229 S4** GUILLOT ; **4441 S4** DASQUE, dite GUITARD ; **4709 S4** DOSSIER GÉNÉRAL (le procureur général demande un avis pour l'exécution des arrêts correctionnels dans le cas de recours en grâce dans les colonies) ; **4793 S4** MÄEHLER ; **4897 S4** HOFER ; **4925 S4** BEHEM ; **4999 S4** LEGRAND et LABAT ; **5172 S4** ABADIE, PELIEU et RIVALLAUD (application de la loi du 13 brumaire an VII sur la formalité du timbre) ; **5321 S4** BRUNE.

BB²⁴ 1129. Dossiers de recours en grâce, mai 1826-novembre 1861. 55 dossiers.

15 S51 DOSSIER GÉNÉRAL (le ministre de l'Intérieur transmet des états de propositions de grâces pour 214 gardes nationaux) ; **46 S51** ROBILLARD ; **1633 S51** DEVARAIGNE ; **1636 S51** AMAT ; **1718 S51** CATIER, MULLER et THOMAS (proposition de grâce d'un soldat jugé par un tribunal ordinaire et détenu dans un pénitencier militaire) ; **1986 S51** BROT et LEJAY ; **2514 S51** BOUVILLE ; **2828 S51** CRAMOUSAUD ; **3184 S51** ADRIEN et les autres ; **3852 S51** VERDELOT ; **4624 S51** ROBERT (remise de l'interdiction des droits, art. 42 du décret du 30/7/1855) ; **204 S52** ROLLET ; **459 S52** BILLARD et CATIER (proposition de grâce d'un soldat jugé par un tribunal ordinaire et détenu dans un pénitencier militaire) ; **633 S52** DACHEZ et les autres ; **1257 S52** BOINON ; **1776 S52** AIMÉ et les autres ; **1886 S52** GABEL ; **2185 S52** THOUREL (demande la réhabilitation) ; **2374 S52** ALVIER ; **2408 S52** KOPP ; **2438 S52** ADGÉ et les autres ; **2664 S52** REFFET ; **2803 S52** GALLAY ; **3112 S52** VIGNAUD ; **3263 S52** VÉRY ; **3452 S52** CASTÉRA et les autres ; **3484 S52** COEURET ; **3601 S52** COURRENT (demande la réhabilitation) ; **3682 S52** ANSTETT ; **3870 S52** ROUGEOT ; **4270 S52** TARBOURIECH ; **4695 S52** COSTA ; **4929 S52** DUFOUR ; **5174 S52** RAVAISSON ; **5243 S52** BERTHAUT ; **5588 S52** MARTINE ; **5761 S52** LIÈVRE ; **343 S53** GRANDCHAMP (demande la réhabilitation) ; **426 S53** SCHNEIDER ; **538 S53** PLESSIS ; **856 S53** BOURGOUGNON ; **1240 S53** BERGER ; **2214 S53** JOURDAIN ; **2341 S53** HEURTEAUX ; **2511 S53** DUCLOS (demande la réhabilitation) ; **2845 S53** BERGERON ; **4261 S53** PINAULT ; **4646 S53** LEPRÊTRE ; **4748 S53** DURDEZ, dit VERDIER ; **5509 S53** BILLON ; **6058 S53** MERCIER, ou LEMERCIER ; **6197 S53** MASSEUX, dit JAVELLE, et les autres (les juges et les jurés qui recommandent un condamné doivent envoyer une lettre séparée au bureau des grâces, circulaire du 15/9/1817) ; **6683 S53** BRAMBILLA (forçat aléné ; correspondance relative aux forçats aliénés) ; **6941 S53** CHANFRAU (2^e condamnation à 20 ans de travaux forcés le 18/6/1860 pour tentative d'incendie de la maison centrale d'Embrun) ; **7869 S53** MARTIN.

BB²⁴ 1130. Dossiers de recours en grâce, août 1852-juin 1865. 39 dossiers.

3526 S53 LEROY ; **142 S54** BERNARD, femme BESSON ; **982 S54** POULAIN ; **1333 S54** BOUTIN ; **1489 S54** LEFÈVRE ; **1748 S54** BINE, veuve CÔTE ; **2146 S54** BACOUPLY (les magistrats qui recommandent un condamné doivent envoyer une lettre séparée au bureau des grâces, circulaire du 15/9/1817) ; **3311 S54** COHELEACH et MAURY ; **3441 S54** TREILLET ; **3582 S54** CASTEX ; **4245 S54** WALLON ; **4277 S54** ROY (demande la réhabilitation) ; **6430 S54** AFFROY ; **6443 S54** LEBAIL ; **180 S55** SIMON ; **1232 S55** DORÉ ; **2173 S55** JOUVET ; **2701 S55** CHANCEL ; **3526 S55** DELOBELLE ; **3937 S55** CHAMPFLOUR ; **4502 S55** COSTA ; **4919 S55** ARTUS ou ARTHUS ; **490 S56** JANTEL ou JEANTEL ; **780 S56** DUEZ ; **809 S56** LÉVÊQUE (demande la réhabilitation) ; **1634 S56** GRANGÉ ; **2295 S56** SOUVILLE ; **2336 S56** MAZZONI ; **2492 S56** SUARD (demande la réhabilitation) ; **2688 S56** HOLDER ; **3008 S56** ANDRIEUX ; **3901 S56** DIETRICH et 18 autres ouvriers de la commune de Molsheim ; **4071 S56** ROBIQUET (souhaite disposer librement de la succession de ses parents, loi du 31/5/1854, art. 4) ; **5262 S56** VERNIÈRES (demande la réhabilitation) ; **5671 S56** VINCENT ; **5760 S56** DURAND ; **5922 S56** DOSSIER GÉNÉRAL (la Chancellerie demande au ministère de la Marine la communication des noms de forçats transférés à la Guyane et ceux qui doivent y être dirigés) ; **6199 S56** VINCENTI (demande la remise de la destitution, loi du 19/5/1834) ; **6563 S56** RUB ou REEB ; **7184 S56** BOISSEL et les autres.

BB²⁴ 1131. Dossiers de recours en grâce, février 1857-janvier 1947.
34 dossiers.

205 S57 CURON (le conseil de l'ordre des avocats demande le remboursement d'une amende de 300F acquise par le Trésor public) ; 1173 S57 ORSET ; 1473 S57 BLAESS (demande à être déchargé des condamnations, son nom figurant par erreur dans les jugements) ; 1897 S57 BONHOMME ; 2030 S57 LATHÉLISE ; 2271 S57 GERMAIN ; 2487 S57 KOMNÈS ; 3226 S57 SAINTE-MARIE ; 3276 S57 DOMERGUE ; 5360 S57 DOINEAU ; 5456 S57 PASCAL et ZIEGLE ; 5981 S57 MOKHTAR-BEN-ABED ; 6398 S57 LEGENDRE, LHOMME et PÉTRISSAN, veuve HARDOY ; 7636 S57 BLANC ; 128 S58 BILLEMAY, dit BRUN ; 1076 S58 BARRADIN et les autres ; 1114 S58 DENAIN et JULLIEN ; 1541 S58 DUPRÉ et RENAUD ; 2073 S58 BANSILLON ; 3330 S58 FEBRE ; 3920 S58 THOREAU ; 5020 S58 BRUSSEY (demande restitution de son fusil) ; 5695 S58 GALLIEN ; 6124 S58 COUPRY (demande la réhabilitation) ; 6362 S58 ROUXEL ; 6622 S58 HAMOUD-BEN-EL-ADDET ; 7116 S58 CAZAUX-TROUBAT et les autres ; 7256 S58 LURDE ; 8329 S58 PÉROT (demande la réhabilitation) ; 3421 S59 JARRY ; 5860 S59 CAYARD et les autres ; 6386 S59 LABAÏSSE-PAPIOT ; 6602 S59 MARGERIT ; 8827 S59 ÈVE.

BB²⁴ 1132. Dossiers de recours en grâce, mars 1849-février 1881. 30 dossiers.

21 S60 ANDRÉ ; 611 S60 POIROT, THOUVENIN et VALANCE ; 1729 S60 MARCHAND ; 2915 S60 GUY et SALMÉ ; 3872 S60 SAUVAGE ; 4367 S60 JOUANNAUD ; 4971 S60 MOREAU-LEGRIS (réhabilité le 16/9/1867) ; 6141 S60 VARENNE ; 6230 S60 DELORME A.-J. (demande la réhabilitation) ; 6878 S60 GUICHARD et les autres ; 7525 S60 DELORME J.-P. (demande la réhabilitation) ; 7596 S60 HIVERT ; 750 S61 LAVARDE, femme LABBÉ ; 939 S61 TERRAIL ; 1652 S61 BROUANT ; 2561 S61 DOSSIER GÉNÉRAL (le ministère de la Marine adresse des observations sur l'application de l'art. 14 de la loi du 9/1/1852 relative à la pêche côtière) ; 3594 S61 LEBAS ; 6330 S61 MARIN (demande la réhabilitation) ; 7607 S61 GUATELLA ; 25 S62 FONTRÉAUX ; 2216 S62 FRESSIGOT ; 4376 S62 FOURNIER ; 4471 S62 BENOÎT ; 6593 S62 FORGUES ; 227 S63 LECLERC-LAGARENNE ; 1788 S63 VICAT (demande la réhabilitation) ; 2693 S63 LACOSTE ; 6553 S63 GERBIEZ ; 2025 S64 FLEURY ; 4159 S64 TRUFFERT.

BB²⁴ 1133. Dossiers de recours en grâce, août 1853-janvier 1902.
47 dossiers.

773 S65 SICARD ; 1671 S65 DAIX ; 2193 S65 HOUEBINE (questions sur une suspension éventuelle d'une exécution capitale en cas de révélation à la dernière heure) ; 2277 S65 REVELLO ; 4157 S65 PERRIN ; 4457 S65 CARONI et LEMAÎTRE (main-levée de la confiscation de bijoux fourrés saisis) ; 5677 S65 MAGIN ; 6169 S65 BOIGEGRAIN (questions sur un cas de cumul de peines) ; 6478 S65 VIDAL ; 6663 S65 AHMED-BEN-LEKHAL et les autres ; 623 S66 HAMED-BEN-CHEREF ; 1476 S66 CAUBERT ; 3883 S66 BERTRANDIAS (demande le rapatriement aux frais de l'État) ; 4197 S66 VARLET ; 5340 S66 GOSSE ; 5424 S66 CORDEAU ; 6080 S66 DUTOUR-LAUGA ; 6838 S66 PODEVIGNE ; 8568 S66 CAPDEVIELLE ; 551 S67 BOUTET et OLLIVRY ; 1550 S67 LANDRIAUD ; 8286 S67 BRECKLER ; 642 S68 CHASSAGNAC ; 664 S68 GERMAIN ; 1158 S68 MILLET ; 1933 S68 BOULAND et les autres ; 3464 S68 DELAHAYE (demande la réhabilitation) ; 3982 S68 HERMIEU, femme VILAR (demande l'autorisation de vendre ses biens en France et d'en disposer les fonds de cette vente) ; 5514 S68 BLENDIN ; 6005 S68 MERTIAN ; 6444 S68 BOISSICAT ; 7468 S68 LAVAL ; 7495 S68 DELPRAT ; 2015 S69 VAILLANT ; 4412 S69 COURTAUX ; 5652 S69 PLASSE (demande

l'autorisation de vendre ses biens en France et d'en disposer les fonds de cette vente) ; 7074 S69 TROUVÉ (demande le rapatriement aux frais de l'État) ; 1401 S71 HOMO ; 1812 S71 CLEMENCEAU ; 296 S72 FOUCHÉ ; 803 S72 FILS ; 1858 S72 BOIDIN, BOURREAU, femme GALLICE, FASSIN et TEISSIER (demande collective par l'archevêque de Paris à l'occasion de son avènement) ; 1858 S72 BESCOU (demande collective par l'évêque de Rennes à l'occasion de son avènement) ; 1858 S72 FIZANNE (demande collective par l'archevêque d'Auch à l'occasion de son avènement) ; 3748 S72 FERRADOU DE ROCQUEVILLE et ORO, MARQUIS DE PONTONX ; 4096 S72 SÉNOT ; 8952 S72 BORIE ; 10250 S72 JAULIAC ; 10829 S72 KERMEL.

BB²⁴ 1134. Dossiers de recours en grâce, juillet 1872-septembre 1924.
48 dossiers.

8642 S73 Maréchal BAZAINE (une pièce sans grande importance) ; 7459 S74 BARBE et les autres ; 4631 S75 THIERCELIN ; 5699 S76 ANDRÉ ; 2924 S77 LASSAUX ; 7033 S77 PAGE ; 8129 S77 BÉAL ; 12354 S77 GROSPERRIN ; 6783 S78 BLANC ; 3831 S79 VAQUIÉ ; 3966 S79 CHARPOT ; 2258 S82 HISLER et KERNEL ; 11723 S82 ÉTIENNE ; 11937 S82 DEVIENNE, DURAND et LELARGE ; 9902 S83 FEINNIÈRE (réclame la remise de la confiscation des meubles saisis) ; 2747 S84 BÉZIER (réclame la remise de la confiscation des meubles saisis) ; 11143 S84 BOUCHER (demande que le jugement ne soit pas appliqué en ce qui concerne la confiscation des meubles) ; 4297 S85 DOUGNAC ; 9128 S85 PIGELET ; 10072 S85 ROUX-LAVERGNE ; 2710 S86 SALLES ; 6634 S86 TASSEL ; 7593 S86 COSTA et DANESI ; 7819 S86 BENNET ; 10419 S86 FAURE-THÉRADE ; 5682 S87 LARRONDO, ou LARUNDO ; 362 S88 PLAYE ; 949 S88 MAGNIN (demande la dispense de la relégation, décret du 26/11/1885) ; 9915 S88 LAPIERRE ; 11956 S88 AUGER et BERTRAND ; 2769 S89 DORRÉ ; 3155 S89 MISTRE ; 3200 S89 LAPIE ; 526 S90 FUMAROLI et ROUYER ; 4481 S90 GÉNEVOIX ; 7957 S90 TAYEB-BEN-BOUZID ; 8845 S90 AGON (loi du 10/3/1898 sur la réhabilitation des condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de la peine) ; 10003 S90 DOSSIER GÉNÉRAL (rapport de Du Mesnil au Conseil d'État sur une demande d'avis relative au droit de grâce en matière disciplinaire) ; 7218 S91 CHANTELARD, CHÉRON et LECOMTE ; 7651 S91 PRÉVOST DE SAINT-CYR ; 1292 S93 ALI-BEN-LARBI-BEN-AMRANE ; 1517 S93 LATAPIE DE GERVAIL ; 2776 S93 BODIN (demande la réhabilitation) ; 4179 S93 GALLAND ; 5580 S93 BERQUEZ ; 8217 S93 VALABREGA (Laurent BONO, sujet italien, réclame la restitution des bijoux lui appartenant) ; 8250 S93 VASSEL, femme LEFEBVRE ; 12525 S93 BARBE.

BB²⁴ 1135. Dossiers de recours en grâce, septembre 1888-août 1912.
39 dossiers et un registre.

4572 S94 PATIN (questions sur l'incapacité dont il se trouve frappé de recevoir un legs) ; 5403 S94 NABETH (Fassi-Mohammed-ben-Ahmed, cadi de Guelma, sollicite la restitution des bijoux confisqués) ; 5612 S94 FATMA-BEN-MOHAMMED-BEN-MANSOUR (réclame la restitution des frais de justice à la suite de ce délit dont elle a été ensuite reconnue innocente) ; 5737 S94 STAKOWSKI (réclament la restitution des frais de justice à la suite de ce délit dont ils ont été ensuite reconnu innocents) ; 2594 S95 FOLLARI, FONTANA et VIRONE ; 3545 S95 BARILLOT et les autres ; 4683 S95 JEANNEL et les autres ; 4872 S95 BURG ; 4969 S95 BERNUS ; 4980 S95 HUE ; 5035 S95 OBLETTE et TATON (fausse application de la loi du 27/5/1885 sur la relégation) ; 8432 S95 DOSSIER GÉNÉRAL (le ministère des Finances transmet aux percepteurs un état de grâces non suivies d'effet dans les 3 mois de leur notification officielle) ; 8962 S95 ROUSSEAU ; 9430 S95 COMME ; 12708 S95 PEREZ ; 1020 S96 FOUCRÉ (notes sur les conditions de l'exercice du droit de grâce

d'après la constitution du 25/2/1875); **1180 S96 LANNOY**; **1621 S96 AUSTRI et MAZO** (demandent la réhabilitation); **1719 S96 MINET**; **8760 S96 COLLET**, femme **VIBERT**; **510 S97 DOSSIER GÉNÉRAL** (sur la confiscation prononcée avant la loi du 30/11/1896, des monnaies de cuivre et de billon de fabrique étrangère); **1487 S97 NEYROUD** (demande la réhabilitation); **2230 S97 BELOT**; **5181 S97 VISSAUX** (demande la réhabilitation); **7122 S97 DESANTOINE**; **8270 S97 MARRAST**; **8975 S97 DELTEL et les autres**; **10007 S97 VANET**; **3438 S98 DUCOMMUN**; **3946 S98 PICHARD**; **5846 S98 BOTTON**; **9516 S98 TRESTOURNEL**; **1573 S99 BOULAIRE**; **3602 S99 CHEMLI**; **4403 S99 COUILLAUT** (questions sur l'incapacité dont il se trouve de disposer de ses biens par donation); **6685 S99 PUYOL Y QUERALT**; **8184 S99 MOHAMED-EL-MECHERI-BEN-ADJEB** (exécuté le 12/1/1900 à Tunis); **8428 S99 BRUNET**; **8982 S99 MARTINI**.

BB²⁴ 1136. Dossiers de recours en grâce, décembre 1865-décembre 1955. 39 dossiers.

1155 S1900 BIVRUM; **2672 S1900 SABOULARD** (questions sur l'autorisation de disposer de ses biens ou de recevoir un legs); **5100 S1900 CASSANHOL** (principe de gratuité des démarches d'un avocat pour soutenir un recours en grâce); **5103 S1900 ÉTIENNOT**; **341 S01 BOURGEOIS**; **1125 S01 GOUGET**; **1342 S01 MERCIER**; **2487 S01 SAMPAUT ou SAMPANT**; **4464 S01 LAPORTE**; **6512 S01 DOSSIER GÉNÉRAL** (propositions de grâce pour les militaires condamnés antérieurement à la loi du 19/7/1901, circonstances atténuantes); **723 S02 ROUXEL**; **1769 S02 LAPORTE**; **1940 S02 ROBERT**; **3197 S02 DONIER, GIROD et MARPAUX**; **3339 S02 GERVASIO** (questions sur la faveur accordée au prince de Monaco à gracier les individus condamnés par les tribunaux de la Principauté, convention du 9/12/1865); **4065 S02 ROUHAN**; **4968 S02 ROQUES**; **6375 S02 MESCÉ**; **584 S03 BERNARD**; **5704 S03 TOMAS**; **6820 S03 MOURY**; **7418 S03 GARDET**; **8369 S03 POUPE**; **790 S04 BENGUERBA et BEKKIS**; **2429 S04 DOSSIER GÉNÉRAL** (questions au ministère de la Justice sur les recours en grâce en matière de délits forestiers); **2894 S04 AUGAIN** (Gabriel HARDY, huissier à Courbevoie, réclame l'arme qui lui avait été volée par Augain); **9166 S04 ADRIX**; **659 S05 GRAVE**; **11182 S05 THOMAS**; **8379 S06 DARCELIER**; **3454 S07 CROZATIER**; **8834 S07 DOSSIER GÉNÉRAL** (communication du ministère des Affaires étrangères au sujet des grâces à accorder aux sujets espagnols condamnés en France); **8871 S07 MOREAU**; **9815 S07 IZEM**; **713 S08 BEURTHERET et MAIRE**; **3762 S08 DALMAS**; **8518 S08 MOHAMEDI**; **8821 S08 GANDINI**; **10986 S08 HELLEGOUARCH et VALY**.

BB²⁴ 1137. Dossiers de recours en grâce, janvier 1909-décembre 1955. 24 dossiers.

836 S09 BRUNET et les autres (sur l'art. 12 de la loi du 27/5/1885 sur la relégation des récidivistes); **1053 S09 BURLAT**; **1338 S09 CHAMPALLAY**; **2019 S09 BESSON**; **4989 S09 JOSEPH** (question sur la loi du 19/7/1907 qui supprime l'envoi dans les bagnes des femmes récidivistes); **7507 S09 TOUVAIS**; **10079 S09 DOSSIER GÉNÉRAL** (sur la question du sursis à l'exécution des peines par voie de grâce); **5409 S10 PHILIPPO**; **5650 S10 ANTONETTI** (questions de la rémissibilité de l'interdiction de résider prévue par l'art. 635 de l'instruction criminelle); **8700 S10 FAVIER** (dossier demandé par le ministère le 1/12/1955, les pièces sont numérotées 18 à 68, manquent les pièces 1 à 17); **7007 S11 AÏDAN**; **7377 S11 FILY, LE BERRE et RENÉ**; **965 S12 BOURDELET et DELAHAYE**; **994 S12 DAMIAN** (questions sur la manière d'exécuter un militaire condamné à mort, application de la loi du 30/12/1911); **1884 S12 BEIGNIÈRE** (proteste contre

l'application de la commutation de la peine à la date du décret et non à celle de la condamnation, a adressé une pétition à la chambre des députés) ; **3773 S12 ULLMO** (demande à être envoyé au front comme marin ou comme soldat) ; **8521 S12 PRIVAT** (modification l'art. 1 du décret du 10/7/1852 sur l'initiative laissée au ministre des Colonies de proposer des remises de grâce) ; **329 S13 CSI-CSU** (gracié le 20/1/1913, questions sur les mesures de grâce des contumaces, dossier de principe n° 39) ; **2935 S13 COQUERET** ; **1890 S14 GOUSSET** (questions sur la grâce à accorder pour les peines disciplinaires, renvoi au dossier Marrast en 1897, et à l'affaire Gousset) ; **2471 S15 BOUSQUET** ; **3181 S15 DESCLAUX et les autres** (dossier demandé par le ministère de la Justice le 1^{er}/12/1955, 17 pièces sont numérotées de 83 à 99, manquent les pièces 1 à 82) ; **1747 S16 BLADANET** (questions sur l'application d'une grâce pour une peine disciplinaire) ; **2402 S16 ROSSO** (F. DOL et L. PORCHERON, propriétaires, demandent la réouverture d'un débit de boissons).

BB²⁴ 1138. Dossiers de recours en grâce, février 1838-mai 1892.

7 dossiers (versement du 7 janvier 2005).

1761 SM FRÉMEAUX (Alexandre-Joseph), condamné le 25/04/1837 à la destitution du grade de chirurgien-sous-aide pour absence illégale ; **4869 S1 JOLY** (Joseph-Marie-Ange), condamné le 03/08/1842 à la destitution de sa fonction de courtier pour spéculation ; **324 S51 ANDREUX** (Nicolas), condamné à mort le 15/02/1851 pour parricide ; **4277 S52 AUBRY** (Auguste-Clément), **BESSON** (Jean-Augustin), **BOINON** (Louis), **CORNETET** (Didier), **DUBOIS** (Pierre) et **PONCET** (Philippe), militaires condamnés à l'emprisonnement ; **5523 S52 BELLIN** (Victor) et les autres, condamnés à la déportation ; **1799 S53 KOENIG** (Charles-Frédéric) représentant du peuple, condamné par contumace à la déportation par la Haute-Cour de Versailles les 13 et 15/11/1849 pour complot contre l'autorité (affaire du complot du 13/06/1849) ; **7285 S90 DOSSIER GÉNÉRAL** (demande du ministère de l'Instruction publique sur l'application du droit de grâce en matière disciplinaire).
